

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera  
**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte  
**Band:** 19 (1969)  
**Heft:** 2  
  
**Artikel:** Nouvelles perspectives sur les Fugger  
**Autor:** Bergier, Jean-François  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-80628>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## NOUVELLES PERSPECTIVES SUR LES FUGGER

Par JEAN-FRANÇOIS BERGIER

Les Fugger ont toujours fasciné. Leurs contemporains, au XVI<sup>e</sup> siècle, ne voyaient-ils pas en eux le symbole même de la richesse, dont leur nom, en Espagne, était le synonyme ? D'une richesse souvent jugée abusive et presque maléfique, d'ailleurs. Aujourd'hui, ce sont les historiens qui sont fascinés. Les Fugger, pourtant, avaient été quelque peu oubliés dans l'intervalle. Au temps de l'histoire-batailles, leur rôle les avait relégués à l'arrière-plan de l'historiographie. Le grand livre de Richard Ehrenberg, en 1896, les remit en honneur : dès lors, le XVI<sup>e</sup> siècle n'est plus seulement le siècle de Luther ou de Calvin, de Charles-Quint ou de Philippe II, c'est aussi *Le siècle des Fugger*<sup>1</sup>. Et à partir de ce fameux livre, les travaux ne cessèrent de se multiplier qui, de près ou de loin, en Allemagne surtout, mais aussi en France, en Espagne, en Belgique, en Italie, s'attachèrent à telle figure de l'illustre famille, à tel aspect de son immense activité, à telle opération particulière.

Les historiens des Fugger ont bénéficié d'un sérieux avantage : partout, leurs héros avaient laissé des traces abondantes de leurs affaires. Il suffisait de les suivre, de dépôt d'archives en dépôt d'archives. Mais surtout, les archives de la firme elle-même avaient été conservées, à Augsbourg<sup>2</sup>. Soigneusement entretenues, généreusement ouvertes, elles sont devenues une mine d'informations que les nombreux travaux réalisés d'après elles sont loin d'avoir épuisés.

De l'abondante littérature récente, nous avons retenu ici quatre ouvrages qui nous paraissent d'une importance et d'un intérêt remarquables. Tous quatre sont fondés sur les documents du *Fugger-Archiv* et trois d'entre eux, réalisés par des érudits allemands, ont été publiés dans la belle série des *Studien zur Fuggergeschichte* ; le quatrième, qui est en même temps le plus « local » puisqu'il traite des biens fonciers des Fugger dans la région d'Augsbourg, est dû à un historien français : il est si rare qu'en France on s'intéresse à l'histoire d'Allemagne, que le fait mérite d'être bien souligné.

Ces quatre ouvrages, cependant, diffèrent considérablement quant à leur thème et quant à leur méthode. Le seul lien entre eux, à première vue, reste la personnalité des Fugger. Le premier de ces ouvrages, un morceau de la biographie d'Anton, est le seul à présenter un caractère général (mais non, nous allons le voir, synthétique) ; il ne couvre pourtant qu'une période très limitée,

<sup>1</sup> R. EHRENBURG, *Das Zeitalter der Fugger*, Jena 1896. Trd. française abrégée, *Le siècle des Fugger*, Paris, S.E.V.P.E.N., 1955.

<sup>2</sup> Depuis la dernière guerre à Dillingen s/Danube.

quatre ans et demi. Les deux suivants considèrent un secteur géographique déterminé – Hall, dans le Tyrol – ou une opération particulière – la ferme des revenus des domaines constitués par les ordres chevaleresques en Espagne. Le quatrième, enfin, examine un problème quelque peu « marginal », les propriétés foncières des Fugger dans une seule région.

A la lecture de ces livres, on a donc l'impression d'avoir affaire chaque fois à un problème ou un ensemble de problèmes différents. Pourtant, les volumes refermés, on voit apparaître des convergences qui vont plus profond que la seule présence des mêmes personnages. D'abord, chacun d'eux dépasse son objectif immédiat, tel que le définit son titre. La biographie d'Anton par le baron von Pölnitz éclaire d'éléments nouveaux l'histoire générale d'une période trouble. La monographie sur les Fugger à Hall met en évidence toute l'importance économique du Tyrol, qui ne compte pas pour rien. Les deux derniers ouvrages apportent sans doute davantage sur les structures et les conditions agraires, en Espagne et en Souabe, que sur les Fugger eux-mêmes.

D'autre part, ces quatre ouvrages, chacun à sa manière et dans son cadre, contribuent à mieux faire comprendre une même réalité : celle des Fugger agissant en tant qu'« entrepreneurs » capitalistes. Les hommes y sont observés dans leur comportement d'hommes d'affaires, de chefs d'entreprise. Les affaires elles-mêmes y sont rapportées et analysées non pas au niveau d'une histoire économique générale, mais au niveau de l'entreprise. Cet effort, relativement nouveau, reste sans doute maladroit ou insuffisant dans les livres de von Pölnitz ou de M. Unger, à qui une problématique renouvelée fait encore défaut (elle est beaucoup plus précise chez H. Kellenbenz, et beaucoup plus originale chez R. Mandrou). Il n'en est pas moins significatif d'une voie essentielle et large qui s'ouvre peu à peu à la recherche, celle de l'histoire des entreprises, la *Business history* : c'est là une parente jeune et restée assez pauvre jusqu'ici de l'histoire économique. Cultivée avec succès aux États-Unis, récemment implantée dans l'historiographie européenne, cette branche « micro-historique » (puisqu'elle aborde l'histoire au plan de la micro-économie) a prouvé qu'elle peut s'adapter, lorsque l'information le permet, aux époques relativement anciennes et « préstatistiques » aussi bien qu'à la période dite contemporaine. De récents travaux, et fort remarquables, l'ont amplement prouvé<sup>3</sup>. Ceux que je présente ici le confirment, en partie.

Or, l'« entreprise » capitaliste est orientée vers un but précis, auquel tous

---

<sup>3</sup> Je pense ici, parmi d'autres exemples, à l'analyse à la fois quantitative et qualitative, historique et technique de la Banque Medici par RAYMOND DE ROOVER, *The Rise and Decline of the Medici Bank, 1397-1494*, Cambridge, Mass., 1963. Ou, plus modestement, mais pour rester dans le domaine des Fugger, à la biographie de Jacob par LÉON SCHICK, *Un grand homme d'affaires au début du XVI<sup>e</sup> siècle, Jacob Fugger*, Paris, S.E.V.P.E.N. 1957, qui est une analyse de l'« entreprise » bien plus que de l'homme. Cf. aussi J. F. BERGIER, « Histoire économique, Histoire des entreprises et Archives d'entreprises. Plaidoyer pour un instrument de travail », dans *Mélanges d'études économiques et sociales offerts à Claudius P. Terrier*, Genève, Georg, 1968 (Public. de la Faculté des Sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, vol. XIX), pp. 23-32.

les efforts de l'entrepreneur doivent concourir : la recherche du profit maximum. Naturellement, les Fugger n'échappent pas à la règle. Bien au contraire, ils en représentent l'exemple le plus caractéristique et, pour leur époque, le plus achevé. Et les quatre ouvrages nous font assister, sur des terrains chaque fois différents, à cette recherche du profit comme aux difficultés, aux aléas auxquels elle est soumise. Nous allons voir s'esquisser, encore incertaines parfois, quelques lignes de force d'une telle recherche, qui nous amèneront à mieux comprendre les structures même de l'économie du XVI<sup>e</sup> siècle.

Ainsi, nos quatre auteurs – mais ici, plus particulièrement les trois derniers – démontrent devant nous avec une adresse, encore une fois, inégale, les mécanismes de gestion de l'entreprise qui servent à cette recherche de la rentabilité. Une observation, cependant, me paraît s'imposer. A des degrés, sous des formes diverses et plutôt implicites, elle se dégage de la lecture simultanée de ces ouvrages : c'est, dans cette gestion de l'entreprise, l'absence quasi totale de prévisions à long terme. Ce qui, au fait, ne saurait nous étonner. Car d'une part les moyens techniques, mathématiques de telles prévisions faisaient évidemment défaut. Mais d'autre part, et plus encore, les hommes d'affaires de la Renaissance, qui opéraient exclusivement sur le court ou surtout le moyen terme, n'auraient pu concevoir de calculer leurs affaires et d'évaluer leur profit sur des périodes de plus de quatre ou cinq ans. Même dans l'administration de leurs biens fonciers, où Robert Mandrou découvre une incontestable continuité, celle-ci apparaît comme presque fortuite ; c'est à dire qu'elle découle d'une mentalité traditionnelle, en somme, et même conservatrice qui attache à la terre une valeur particulière et indéfectible ; d'un sentiment de sécurité, parce que, bon an mal an, la terre rapporte un produit régulier ; mais certainement pas d'un calcul économique spéculant sur le temps long. Ceci est hors de portée des Fugger, et à plus forte raison de leurs contemporains.

Il faut voir là, à n'en pas douter, une limite déterminante au « capitalisme » de la Renaissance, et l'explication d'échecs nombreux, que les Fugger eux-mêmes n'ont su ni pu éviter. De cette conception de l'entreprise aux vues plutôt courtes, nous allons voir plusieurs exemples. Et c'est, en définitive, la leçon la plus claire et la plus importante que nous pouvons tirer de ce carré d'ouvrages. Nous les ouvrirons, maintenant, l'un après l'autre.

\* \* \*

Le baron Götz von Pölnitz aura consacré aux Fugger sa vie entière. Il ne l'aura pas fait en vain. Un labeur acharné dans les magnifiques Archives Fugger, dont il fut longtemps le conservateur, dans bien d'autres dépôts à travers l'Europe entière où l'ont conduit ses minutieuses recherches, à sa table de travail enfin, lui a permis d'écrire sur l'illustre famille d'Augsburg

quelques milliers de pages dont l'érudition précise restera très longtemps une mine précieuse d'informations sur l'histoire tout entière de la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. En 1949 et 1951 étaient parus les deux tomes de sa biographie de Jacob Fugger, le Riche. Parmi les nombreuses biographies, fort inégales d'ailleurs, du plus célèbre des hommes d'affaires de la Renaissance, celle de Pölnitz est la plus complète et la plus strictement informée<sup>4</sup>. Mais c'est davantage encore la monumentale étude sur Anton Fugger qui retiendra l'attention. L'auteur lui a consacré, avec une ardeur renouvelée, les quelque vingt dernières années de sa vie. La mort, hélas, l'aura empêché de voir l'aboutissement de son effort. Mais des trois tomes prévus, il a pu assurer la publication des deux premiers<sup>5</sup> et la rédaction d'une grande partie du troisième. Son successeur à la tête des Archives Fugger, le professeur Hermann Kellenbenz, veillera fidèlement à l'achèvement de son œuvre.

Le premier tome avait couvert, naturellement, les années de jeunesse d'Anton, puis une dizaine d'années de l'activité de ce dernier à la tête de la Maison, depuis la mort de Jacob, en 1525, jusqu'au seuil de 1536. Le deuxième tome, désormais complet, relate les affaires d'Anton de janvier 1536 à juillet 1548. Mais le matériel documentaire rassemblé par l'auteur a pris de telles proportions que, pour en rendre compte dans toute sa richesse, il fallut dédoubler ce tome en deux volumes, un pour les années 1536-1543, l'autre – qui, avec près de 900 pages, a bien failli éclater à son tour – pour les années 1544-1548. Il en ira de même pour le troisième tome (1548-1560), dont la seconde partie comprendra en outre un ensemble de cartes, qui seront bienvenues, et les tables générales.

Arrêtons-nous ici au tome II, deuxième volume, sorti récemment. 589 pages d'un texte très dense, divisé en onze chapitres seulement, et 271 pages d'appareil critique, en impression serrée: c'est dire avec quelle profusion de détails sont présentées ces quatre années et demie d'activité d'Anton Fugger, de ses neveux et de ses innombrables partenaires – ou adversaires. Une profusion qui, à la vérité, dissimule l'essentiel. Comme dans les précédents volumes, le plan suivi par l'auteur est strictement chronologique; il ne tient aucun compte de la ventilation des affaires des Fugger, politiques, financières, commerciales, pas plus que de leur distribution géographique à travers tout l'Empire, toute l'Europe jusqu'en Scandinavie, jusqu'à Naples ou jusqu'à Séville et même, quelquefois, en Afrique ou en Amérique. Les chapitres correspondent à des tranches chronologiques plus ou moins arbitraires; selon l'abondance des matières ils couvrent une année presque entière (1544, 1545), quelques mois, ou même un mois seulement (janvier 1547). Aucune subdivision, aucun sous-titre ne viennent les aérer. En revanche, les titres

<sup>4</sup> GÖTZ, Freiherr von PÖLNITZ, *Jakob Fugger. Kaiser, Kirche und Kapital in der oberdeutschen Renaissance*, 2 vol., Tübingen 1949-1951.

<sup>5</sup> GÖTZ, Freiherr von PÖLNITZ, *Anton Fugger*. Tome I, Tübingen 1958, (cf. compte-rendu de W. BODMER, *Revue suisse d'histoire*, 9 [1959], p. 284); Tome II/1, Tübingen 1963 (cf. mon compte-rendu, *ibid.*, 15 [1965], p. 560). Je présente ici le tome II/2, Tübingen, J.C. B. Mohr, 1967. In-8°, IX + 864 p., h.-t. («Studien zur Fuggergeschichte», vol. 20).



courants des pages de droite, chaque fois différents, indiquent au lecteur le propos majeur qui fait le sujet de ces pages et l'aident un peu à s'y retrouver. Certes, ce parti pris chronologique a le mérite de nous faire revivre les affaires des Fugger dans la complexité de leur progression quasi quotidienne; il nous met littéralement dans la peau de celui qui doit, à chaque instant, prendre connaissance des informations qui lui parviennent et arrêter ses décisions en conséquence. Il s'agit presque d'un journal, si élaboré soit-il. Mais l'historien n'attend-il pas autre chose de ses collègues? Ne souhaite-t-il pas voir se dégager, de cette masse de faits quelque peu désordonnée, des lignes de force, des interprétations plus globales de chaque affaire; les péripéties de celles-ci sont rapportées à plusieurs pages d'intervalle et ressurgissent au milieu des autres, au seul gré de la date des documents qui les consignent. Parfois, il est vrai, l'auteur s'arrête un moment, comme pour souffler; il fait le point; mais ces quelques alinéas sont trop rares et perdus, et il faut une lecture attentive et patiente pour y parvenir.

Il serait vain de chercher à faire ici ce que l'auteur n'a pas voulu faire; je risquerais à mon tour de couvrir de longues pages, et il faudrait une familiarité avec le sujet que seul, sans doute, von Pölnitz a pu acquérir. Peut-être bien, d'ailleurs, est-ce cette familiarité, cette intimité avec Anton Fugger, exprimée d'une façon parfaite et parfois émouvante, qui lui a fait perdre de vue une perspective plus générale et plus sereine. Il est certain, aussi, que l'extraordinaire multiplicité des préoccupations de Fugger, la diversité de ses intérêts et de ses entreprises en rendent difficile l'appréciation d'ensemble. La grande Maison d'Augsbourg est au faite de sa glorieuse carrière, dans ces années 1544-1548. Charles-Quint bien sûr, et sa famille, mais aussi Henri VIII, Cosimo de Medici, d'innombrables princes allemands ou étrangers, des villes, des bourgeois: tous ont les yeux tournés vers le puissant financier et vers ses coffres, promesses de crédit. Le commerce des métaux, cuivre ou argent, reste dominé par lui; à celui des textiles il participe toujours largement; les affaires d'Espagne ou du Portugal, directement ou à travers la place d'Anvers, lui font la part belle dans le trafic européen des produits coloniaux d'Amérique, d'Afrique ou d'Asie. Le bilan d'Anton Fugger pour l'année 1546 (comparé à celui de 1527, également conservé) est significatif. L'ensemble des factoreries présente un actif supérieur à 7 200 000 florins pour un passif légèrement inférieur à 2 000 000. Le capital de la firme est donc au-dessus de cinq millions de florins. Les affaires d'Espagne, à elles seules, ont une balance favorable de plus d'un million et demi de florins; celles d'Anvers de plus d'un million. Enorme puissance commerciale et financière: donc influence souvent décisive dans les affaires politiques d'une Europe tourmentée, d'un Empire bouleversé. Guerre contre les Turcs, mais surtout division entre les princes. La tension entre les partis confessionnels puis surtout la guerre de Smalcalde, jusqu'à l'Intérim d'Augsbourg: voilà la toile de fond sur quoi se découpe l'activité des Fugger pendant ces quelques années. Et l'on sait quelle part ils ont prise à ces événements décisifs pour l'avenir même du vieux monde.

Le tableau pourrait être brillant. Mais des ombres s'y dessinent, qui vont augmentant, de mois en mois. Les affaires deviennent plus difficiles. Les princes débiteurs manifestent des appétits et des exigences sans cesse plus grands. Si les entreprises d'Espagne ou d'Anvers restent, on vient de le voir, largement bénéficiaires, d'autres périlissent, sont déficitaires, à l'est surtout. Des mines hongroises, Anton cherche à se débarrasser ; il y parvient en 1548, surmontant l'opposition du roi Ferdinand et de sa sœur la reine Marie de Hongrie. Le commerce du cuivre et les cours de ce métal sur les marchés européens – dont il faut sans cesse chercher de nouveaux – sont un sujet de préoccupation constante. Les affaires du Tyrol requièrent beaucoup d'attention. La richesse, ainsi, se paie. Mais plus encore, sans doute, une situation politique en fin de compte plus vulnérable que privilégiée. Les affaires municipales d'Augsbourg, celles de la Ligue de Smalcalde et la guerre en montrent à Fugger toute l'ambiguïté. Il reste, certes, fidèle au parti de l'Empereur et de l'Eglise du Concile de Trente. Mais cette fidélité même et les intérêts qu'elle met en cause ne vont pas sans d'ardus problèmes.

Pour les résoudre, Anton se sent moins fort qu'auparavant. Il n'est plus jeune. Un homme dans la cinquantaine, au XVI<sup>e</sup> siècle, est au seuil de la vieillesse. Sa santé a faibli. Il ressent fortement les difficultés qu'il doit surmonter, et pressent celles qui suivront et qui rendront bientôt irréversible le déclin, qui s'annonce, de sa Maison. Est-ce pour assurer son avenir et celui de sa famille qu'il se tourne vers l'achat de domaines, placements aux revenus modérés (environ 5%), mais au moins sûr ? Nous y reviendrons plus loin. Il songe même, souvent, à quitter Augsbourg, à se retirer complètement des affaires : ses neveux ne sont-ils pas maintenant aptes à les reprendre, à donner à la firme, désormais vénérable, une impulsion et un style nouveaux ?

Assurément, ces années 1544–1548 marquent, dans l'histoire conjoncturelle des Fugger, un moment capital, celui de l'apogée mais où se précisent déjà peu à peu les conditions du déclin. Elles méritaient par conséquent l'ampleur de l'analyse que von Pölnitz leur a consacrée. Nous attendons maintenant le dernier tome de cette étude considérable, avec un intérêt tout particulier, avec gratitude aussi envers le savant généreux qui a su l'entreprendre et la mener presque à chef.

\* \* \*

Les immenses recherches du baron von Pölnitz, cependant, n'ont pas épuisé le sujet. Elles ne couvrent que les temps – les plus glorieux et les plus passionnants, il est vrai – de Jacob et d'Anton. Si imposante que soit la masse des archives utilisées, elle n'est pas exhaustive. Bien des activités des Fugger ont laissé, localement, des traces importantes dont le relevé systématique n'est pas près d'être achevé. Le propos de l'auteur, d'autre part, est resté – nous venons de le voir – au niveau de la description, de la narration

dans laquelle faits politiques et faits économiques étaient, à juste titre, étroitement mêlés et parfois confondus; mais les premiers l'ont en général emporté, dans l'analyse, sur les seconds. De sorte qu'il reste à faire, bien à faire, pour inventorier et exploiter les sources des activités proprement économiques de la Maison Fugger. Et pour proposer, à partir de là, une série d'analyses très poussées sur les comportements de celle-ci. Nous rejoignons ici la perspective d'une véritable histoire d'entreprise telle que je l'évoquais au début de cet article.

Or, c'est bien en partie dans cette ligne qu'il convient de situer l'étude, de dimensions plus modestes, que Eike Eberhard Unger consacre à la factorerie des Fugger à Hall, dans le Tyrol<sup>6</sup>. Cette factorerie est choisie, nous dit l'auteur d'entrée de jeu, comme un simple exemple de «la diversité des formes de l'activité économique»; comme un cas particulier destiné à éclairer l'ensemble.

On sait que le Tyrol occupa dans la géographie économique de la fin du moyen âge et de la Renaissance une situation privilégiée: d'une part, il constituait une zone de transit obligé pour le trafic entre l'Allemagne du sud et la Vénétie, par le Brenner; or, il s'agissait d'un trafic particulièrement dense et important. Lorsqu'ils acquirent le Tyrol par héritage, en 1363, les Habsbourg mirent donc la main sur un nœud stratégique décisif pour la réalisation de leurs ambitions territoriales et politiques en même temps que sur une source potentielle de revenus appréciables. En outre, le sous-sol tyrolien était particulièrement riche; les produits qu'on en tirait, sel, argent et cuivre, constituaient mieux que des objets de commerce, de véritables instruments d'une politique économique. Mais l'exploitation des salines ou des gisements métallifères imposait, pour être efficace, une forte concentration de capitaux: il fallait une main d'œuvre importante, un outillage considérable, des installations coûteuses et une énorme quantité de combustible qui déboisa rapidement la région et obligea de recourir aux ressources de forêts plus éloignées, jusqu'en Engadine. Les droits de cette exploitation revenaient au prince, et celui-ci fut donc amené à l'affermier à des sociétés d'hommes d'affaires allemands, seuls assez puissants financièrement pour conduire de manière rentable de telles entreprises. Ceux-ci, en même temps créanciers des Habsbourg pour des sommes importantes, s'arrogèrent des monopoles de faits sur l'extraction du sel, de l'argent et du cuivre; ainsi fut rapidement institué dans le Tyrol un capitalisme industriel et commercial de forme évoluée.

La petite cité de Hall, à faible distance en aval d'Innsbruck, disposait sur son territoire de salines importantes, mais aussi de gisements d'argent et de cuivre. Elle était d'ailleurs le siège du monnayage tyrolien. Aussi n'est-il guère surprenant de voir les Fugger s'y intéresser très tôt. Dès le temps d'Ulrich, le frère aîné de Jacob, ils avaient fait partie des syndicats d'entrepreneurs allemands dans le Tyrol. En 1485, ils apparaissent à Hall; et dès

<sup>6</sup> EIKE EBERHARD UNGER, *Die Fugger in Hall i.T.* Tübingen, J. C. B. Mohr, 1967. In-8°, IX + 312 p., h.-t., carte («Studien zur Fuggergeschichte», vol. 19).



1496, Jacob y installe une factorerie permanente dont relèvent toutes ses activités dans la région. Dans les années 1510, les opérations sur l'argent sont devenues suffisamment importantes pour justifier la création d'un véritable complexe industriel et commercial. Dès lors, et pendant un quart de siècle, les profits réalisés par les Fugger à Hall ne cessèrent de croître, pour dépasser 200 000 florins par an au début des années 1530. Mais vers la fin de cette décennie, les affaires décroissent rapidement. L'entreprise de Hall cesse bientôt d'être rentable. Les raisons n'en sont pas absolument claires. Sans doute tiennent-elles d'abord à l'épuisement des gisements les plus faciles à exploiter ; mais aussi, semble-t-il, à des problèmes de gestion d'entreprise ; ce qui incita les Fugger à regrouper à Schwaz, non loin de Hall, leurs affaires tyroliennes. Après diverses péripéties conjoncturelles, l'entreprise disparut en 1554.

E. E. Unger consacre deux brefs chapitres introductifs au rôle économique du Tyrol et au développement de Hall, ainsi qu'aux raisons de la présence des Fugger dans la région. Le troisième et dernier chapitre, beaucoup plus large, retrace d'abord l'histoire de l'entreprise, décrit ensuite l'organisation et les activités de celle-ci. La démonstration est solide, comme en fait foi le vaste appareil critique relégué en fin de volume. L'historien économiste reste pourtant en partie sur sa faim. Comme celui de von Pölnitz, l'exposé reste trop souvent au niveau de la description. L'analyse technique de l'entreprise est superficielle. L'analyse économique presque inexistante. Ni la structure économique, ni les variations conjoncturelles ne sont mises en valeur. Il existe pourtant aujourd'hui assez de travaux qui auraient pu suggérer à l'auteur des directions à suivre. Si ce dernier propose passablement de chiffres – ses sources n'en étaient pas avares – il n'en tire aucun parti pour une histoire quantitative. Quelques tableaux trop rares reproduisent en général un document, mais ne regroupent pas des données sérielles. Aucun graphique ne vient éclairer le propos.

Le livre est utile par les nombreuses précisions de première main qu'il apporte, mais il ne va pas plus loin. C'est d'autant plus regrettable qu'ici encore, seule une grande familiarité avec le sujet peut autoriser un essai d'interprétation économique. Il ne reste qu'à souhaiter que l'auteur, dépassant son érudition, fasse sans tarder l'effort de nous la proposer.

\* \* \*

La fortune des Fugger dans la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle (entre 1490 et 1560) repose sur la diversité d'affaires menées parallèlement mais en fait étroitement imbriquées les unes dans les autres, de telle sorte qu'elles se complètent et se justifient mutuellement. Car il ne fait aucun doute, même si cela n'apparaît pas clairement dans la série d'ouvrages que je présente ici, qu'une politique d'ensemble préside à la conduite de tant d'entreprises. Et cette politique répond aux exigences d'une gestion de type capitaliste puis-

qu'elle repose, en dernière analyse, sur le seul critère de la rentabilité dont je posais plus haut le principe.

D'une façon schématique, sans doute, mais qui me semble valable, il est possible de définir les entreprises des grands hommes d'affaires de la Renaissance, et des Fugger en particulier, de la façon suivante: ils ont cherché à combiner à leur profit les besoins de l'Etat – ou des princes – avec ceux de la société. Les besoins de l'Etat, c'est d'avoir de l'argent; et comme celui-ci ne circule pas en quantités suffisantes ni assez vite, il faut avoir du crédit; mais ce crédit ne peut être obtenu qu'en accordant aux créanciers des garanties, c'est à dire des gages; ces gages consistent le plus souvent en cession de revenus à venir, à charge pour le créancier d'en assurer la rentrée: par là-même, le créancier s'assure un profit qui couvre à la fois l'amortissement et les intérêts, si possible élevés, de sa créance; et le débiteur se débarrasse d'une fonction administrative. Quant aux besoins de la société, ils consistent ici en biens de production et de consommation que l'on demande sur le marché. L'homme d'affaires procure ces biens à la clientèle, avec un bénéfice qu'il met à la disposition de l'Etat; les ressources qu'il tire des gages obtenus en contrepartie consistent en général en biens qui peuvent être commercialisés à leur tour, et ainsi de suite. L'exploitation du sous-sol de Hall, droit régalien cédé en garantie de prêts des Fugger aux Habsbourgs, en était, tout à l'heure, un bon exemple. S'il est assez puissant, l'homme d'affaires cherche à mettre la main, de cette façon, sur l'ensemble des productions d'un bien déterminé, comme firent les Fugger pour le cuivre; le monopole ainsi créé de fait permet de fixer librement le cours de ce bien sur les marchés, et de réaliser des bénéfices d'autant plus substantiels.

Pourtant, les gages de cette nature sont en nombre limité. Pour garantir certaines créances accordées à une clientèle exigeante et insatiable comme celle des princes de la Renaissance, il faut parfois recourir à des sources de revenu d'une rentabilité moindre ou, du moins, moins assurée. On sait que Jacob Fugger, pour permettre en 1519 l'élection de Charles-Quint à la couronne impériale, avait consenti au roi d'Espagne un prêt énorme. Il fallait que celui-ci fût remboursé, c'est à dire couvert par un gage. Le 24 avril 1523, Jacob écrivit à l'empereur la lettre célèbre où il rappelle que ce dernier n'aurait jamais ceint la couronne sans son aide, et par laquelle il exige l'amortissement de la dette. Il fut alors convenu que celle-ci serait couverte, pour l'essentiel, par la cession à la firme Jacob Fugger et neveux de la ferme des domaines des ordres chevaleresques d'Espagne. C'est à cette ferme qu'est consacré le livre d'Hermann Kellenbenz<sup>7</sup>.

Les ordres chevaleresques de Saint-Jacques (1170), de Calatrava (1158) et d'Alcántara (1213) avaient été créés, aux dates indiquées, pour contribuer à la *Reconquista* et avaient effectivement joué dans celle-ci un rôle considé-

---

<sup>7</sup> HERMANN KELLENBENZ, *Die Fuggersche Maestrazgopacht (1525–1542). Zur Geschichte der spanischen Ritterorden im 16. Jahrhundert*. Tübingen, J. C. B. Mohr, 1967. In-8°, VIII + 402 p., carte («Studien zur Fuggergeschichte», vol. 18).

nable. Pour assurer leur existence, l'entretien des chevaliers, et leur prestige, ces ordres avaient été dotés de domaines immenses (*maestrazgos*) constitués sur les terres prises à l'ennemi. Mais avec les dernières années du XV<sup>e</sup> siècle, la *Reconquista* achevée, la fonction de ces ordres avait cessé. D'un commun accord, les *maestrazgos* et les gros revenus qui y étaient attachés furent attribués aux rois catholiques. C'est ainsi que la ferme de ces *maestrazgos*, d'abord attribuée à des Espagnols, fut concédée aux Fugger pour les années 1525-1527.

Au terme de ce contrat (sous forme d'*asiento*) de trois ans, cependant, diverses intrigues firent écarter les Fugger. L'affaire avait été excellente pour eux, et d'autres – Espagnols, Italiens ou Allemands – voulurent la reprendre à leur profit et pour cela offrirent à Charles-Quint une somme beaucoup plus élevée que celle qui avait été convenue avec Jacob; celui-ci avait d'ailleurs disparu entretemps. Ce n'est que dix ans plus tard que les Fugger reprirent en main cette ferme, jusqu'en 1542. Mais l'opération, beaucoup plus coûteuse, s'est avérée beaucoup moins rentable, et source de nombreuses difficultés. Les revenus rentraient mal, les procès se multipliaient, l'administration des *maestrazgos* constituait une charge trop lourde désormais en regard des bénéfices. Les Fugger renoncèrent donc, et cette fois de leur propre chef, à reconduire l'*asiento* au-delà de son terme de 1542. Le calcul avait été mauvais...

Ce sont les péripéties de ces négociations, et l'analyse des conditions de gestion des *maestrazgos*, qui font l'objet de l'exposé de H. Kellenbenz. Un exposé d'ailleurs assez bref, d'une centaine de pages. Le reste du volume est constitué par l'édition, extrêmement soignée et claire, de tous les documents relatifs à cette ferme des Fugger, conservés dans les archives de ces derniers. On y trouve les contrats d'*asientos*, et tous les éléments de comptabilité encore accessibles. Ces documents, il est vrai, seront moins utiles à l'histoire des Fugger eux-mêmes qu'à celle de l'Espagne rurale. Les *maestrazgos* consistaient en effet essentiellement en champs et pâturages; à quoi il faut ajouter les célèbres mines de mercure d'Almaden, en Nouvelle Castille; mais celles-ci prendront toute leur importance dans la seconde moitié du siècle, lorsque sera introduit en Amérique, pour l'exploitation des minerais d'or et d'argent, le procédé de l'amalgame, à base de mercure. Ce que les Fugger, en 1542, ne pouvaient encore prévoir.

\* \* \*

C'est à une enquête originale et presque entièrement neuve que s'est livré Robert Mandrou<sup>8</sup>, toujours dans les Archives Fugger. A partir d'une documentation ici encore surabondante, il a analysé les acquisitions de domaines

---

<sup>8</sup> ROBERT MANDROU, *Les Fugger, propriétaires fonciers en Souabe, 1560-1618. Etude de comportements socio-économiques à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle*. Paris, Plon, 1969. In-8°, 253 p., cartes, graph. (Coll. «Civilisations et mentalités»).

fonciers par les Fugger et leur gestion, plus particulièrement entre la mort d'Anton, en 1560, et le début de la Guerre de Trente Ans. Problème « marginal », relève l'auteur, dans le cadre d'ensemble des activités que mènent les Fugger dans toutes les directions. Mais R. Mandrou n'entend pas seulement apporter une contribution secondaire à notre connaissance de ces activités. Il veut avant tout tenter, à partir de l'exemple précis d'une famille, de vérifier quelques assertions courantes quant au comportement des grands bourgeois à l'égard des biens fonciers ; assertions qui restaient autant d'hypothèses, mais lui fournissaient ainsi une fort intéressante problématique de départ. La bourgeoisie acquérait-elle des terres comme autant de placements sûrs, rentables en dépit des aléas de la conjoncture commerciale et financière ? Par l'achat de seigneuries, escomptait-elle une ouverture vers la noblesse et allait-elle adapter ses habitudes de vie et son activité en conséquence ? Allait-elle se comporter, à l'égard de ses domaines et des paysans qui les habitaient et les cultivaient, comme la noblesse féodale (c'est le problème souvent évoqué, pas encore entièrement éclairci, de la re-féodalisation des campagnes autour de 1600), ou bien agirait-elle, comme en affaires, selon les modes d'une administration capitaliste tournée vers le profit maximum ? Autant de questions fondamentales, et non plus « marginales ». La solide démonstration de Robert Mandrou est aussi importante que sa problématique, même si elle n'est pas en tous points absolument convaincante dans la mesure où l'attitude des Fugger – et il le souligne maintes fois – reste un cas d'exception.

Les Fugger, en effet, n'ont cessé de s'intéresser à la terre et d'en acquérir. Depuis Jacob jusqu'à ses lointains neveux du XVII<sup>e</sup> siècle, en Souabe – c'est à dire aux environs de leur résidence d'Augsbourg – comme en Hongrie, au Tyrol, en Alsace même, ils en ont acheté : de grandes seigneuries comme de tout petits lopins... Systématiquement, et avec un principe qui les distingue résolument de leurs confrères les autres marchands d'Augsbourg ou d'ailleurs : ils ne revendent jamais. Ainsi ont-ils constitué, en un peu plus d'un siècle, un domaine foncier immense qui, s'il eût été d'un seul tenant, eût pu constituer une des plus vastes principautés d'Allemagne. Mais de cela, les Fugger ne se sont jamais souciés. Leurs terres sont largement dispersées, et leur politique d'achat, s'ils en ont eu une, semble déterminée par les seules occasions qui s'offraient.

Examinant, dans le seul cadre de la Souabe, la conjoncture des acquisitions et cherchant à celles-ci une explication, R. Mandrou écarte d'emblée l'idée d'une ambition de vie noble. Jacob Fugger a été annobli dès 1511 par l'Empereur, et il était alors déjà depuis quatre ans propriétaire du comté de Kirchberg. Ce qui ne l'a pas incité, ni ses héritiers, à modifier son mode de vie bourgeois d'homme d'affaires. Les Fugger continuent d'ailleurs à acheter des seigneuries, une cinquantaine en tout ; et des terres libres, ou biens propres : pas moins de 573 ! Ce qui est certain, en revanche, c'est que le grand mouvement d'acquisitions se situe après 1560 : c'est à dire en un temps où les affaires déclinent, nous le savons ; en un temps aussi où les héritiers de Jacob et



d'Anton, plus nombreux d'ailleurs, n'éprouvent plus le même goût et ne manifestent plus les mêmes capacités pour les grandes spéculations mobilières. Celles-ci, au demeurant, ne manquent pas d'influencer cette conjoncture des acquisitions immobilières : les grandes banqueroutes espagnoles, en 1557 et 1575, où les Fugger perdirent beaucoup, mobilisent toutes les ressources en argent et les détournent de la politique foncière.

Après la politique d'achat, R. Mandrou examine la gestion de ces domaines et y cherche aussi des éléments de réponse aux questions qu'il s'est posées. Les Fugger administrent leurs biens fonciers avec le même soin minutieux que leurs autres affaires. Ils en tiennent une comptabilité précise. Le profit qu'ils en retirent est loin d'égaler en ampleur ceux des grandes opérations commerciales et financières. Mais il est soumis à moins d'aléas. Abstraction faite, bien sûr, de quelques variations selon les années ou selon les terres, la rente foncière est en moyenne de 6%. Sur un aussi vaste ensemble, cela finit par représenter un revenu considérable. Mais il y a plus. Avec la rente, et compte tenu de la montée des prix, c'est aussi la valeur même de la terre qui s'accroît dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, accordant ainsi à la fortune totale des Fugger une plus-value qui n'est pas négligeable.

Il apparaît ainsi – et ce sont là les conclusions très nuancées de l'auteur, presque trop timides – que les Fugger et sans doute bien d'autres avec eux ont spéculé sur les biens fonciers pour garantir dans leurs affaires une part de revenu importante qui fût stable et régulière ; moins une assurance contre les coups du sort ou les affaires désastreuses, qu'une base stable à partir de quoi toutes leurs autres opérations, beaucoup plus profitables mais aussi plus audacieuses, étaient possibles. Mais cette spéculation foncière est une affaire comme une autre, gérée comme une autre avec la même attention, la même exactitude et, en fin de compte, le même motif : celui de la meilleure rentabilité. Seigneurs de leurs terres, les Fugger y règnent en hommes d'affaires, et non point en nobles féodaux. Leur comportement social à l'égard de leurs gens témoigne nettement de cette attitude. R. Mandrou consacre à ce propos quelques pages importantes à l'endettement paysan (l'usure constitue une part notable du revenu foncier), qui peut atteindre des proportions considérables : environ 30% de la valeur des tenures.

Solidement documenté, appuyé sur un ensemble de cartes et de graphiques (pas toujours parfaitement clairs) le propos de R. Mandrou apporte une contribution utile à l'histoire des Fugger, et plus utile encore à l'histoire des structures agraires du XVI<sup>e</sup> siècle.

\* \* \*

Les quatre ouvrages dont nous venons de rendre compte, si divers qu'ils puissent être, font converger sur les activités des Fugger et leur rôle dans la société du XVI<sup>e</sup> siècle des éclairages nouveaux et puissants. Ils mettent très nettement en valeur la fonction économique de l'«entreprise», où le rôle de



l'individu paraît se subordonner à la notion capitaliste du profit de la firme. Tel n'est peut-être pas la conclusion à laquelle chacun des auteurs a pu songer d'abord. Mais c'est à quoi nous amène incontestablement la confrontation de ces études parallèles.

Que reste-t-il à souhaiter, sinon que cet effort collectif si remarquable soit poursuivi jusqu'à ce que nous puissions déceler, dans sa complexité et pourtant dans son unité, la structure globale de la plus grande entreprise de la Renaissance et peut-être, en proportion, de tous les temps ?